

Jean-Louis Roy entre en fonction

Bourassa veut que la francophonie se réunisse dans deux ans à Québec

GILLES LESAGE

QUÉBEC — Le premier ministre du Québec souhaite intervenir publiquement au premier Sommet de la francophonie mondiale, le mois prochain, à Paris. Il veut notamment y inviter les 39 chefs d'États et de gouvernements participants à tenir leur prochaine réunion à Québec même, probablement dans deux ans.

C'est ce que M. Robert Bourassa a fait savoir, hier, au cours d'une conférence de presse impromptue, dans son bureau du «bunker» ministériel. Il en a profité pour confirmer la nomination de l'ex-directeur du DEVOIR, M. Jean-Louis Roy, à la fonction de délégué général du Québec à Paris. M. Roy entre en fonction immédiatement et prendra part, lundi prochain, au Québec, à une réunion des «sherpas», les représentants personnels des chefs de gouvernements qui organisent le Sommet.

Le chef du gouvernement a exprimé sa confiance que l'on trouvera une entente acceptable au Québec et au gouvernement fédéral pour qu'il puisse prendre la parole publiquement, à Paris, soit au début, soit à la fin du Sommet. Il ne juge pas anormal qu'il y ait des ajustements à faire, étant donné que ce forum international constitue un précédent et que l'on taille dans le droit nouveau.

Il y a quelques jours, l'on avait fait savoir que les décisions quant à la séance inaugurale seraient prises

mardi, à Paris. Mais les négociations n'étaient pas terminées hier, a confirmé le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard. Le Québec reconnaît volontiers que si, à l'invitation du président François Mitterrand, seulement quatre ou cinq autres chefs d'États interviennent à la séance inaugurale, M. Brian Mulroney parlera alors au nom du Canada. Mais s'il y a plus de discours, le Québec veut intervenir sous son propre chef.

Toutefois, sans le dire de façon expresse, M. Bourassa a fait état d'un compromis que le Québec tente probablement de faire agréer par le gouvernement fédéral et les autres participants. Comme il veut inviter ses collègues à tenir leur prochaine rencontre à Québec, il pourrait le faire à la séance de clôture, la seule qui sera publique avec la séance d'ouverture. Les autres délibérations se feront à huis-clos.

MM. Bourassa et Rémillard insistent sur le fait qu'il n'est pas facile de trouver un consensus acceptable à tous les gouvernements et qu'il y a encore des modalités à tirer au clair. Ils ajoutent que les discussions vont bon train. Ils nient qu'il y ait imbrigo ou bisbille, expliquant qu'ils s'en tiennent à l'entente Québec-Ottawa

signée par l'ancien gouvernement péquiste.

Sans chercher noise, M. Bourassa dit qu'il est important, essentiel même, que le Québec puisse intervenir à la fois privé et public-

ment, ce que le représentant du Québec, M. Claude Roquet, fait valoir à Paris, et M. Rémillard auprès d'Ottawa. Le premier ministre est prêt à en discuter avec son homologue fédéral, M. Mulroney, en cas d'impasse, mais il ne croit pas que tel sera le cas.

Le premier ministre a par ailleurs exprimé sa profonde satisfaction que M. Roy ait accepté de prendre la succession de Mme Louise Beaudoin à Paris. «Par cette nomination, dit-il, le gouvernement veut marquer son attachement aux relations particulières et privilégiées du Québec avec

la France, relations qui ont été développées depuis un quart de siècle par les gouvernements successifs du Québec. Il veut signifier de plus son vif désir de voir la coopération franco-québécoise approfondie et élargie, notamment dans les domaines économiques et culturels.»

Le communiqué rappelle qu'au moment de sa nomination, M. Roy était membre du Haut Conseil de la francophonie, que préside le président Mitterrand. M. Jacques-Yvan Morin est aussi membre de ce groupe restreint, chargé de conseiller le président de la France en ma-

tière de développement de la francophonie. Directeur du DEVOIR depuis cinq ans, M. Roy est maître en philosophie et docteur en histoire. Il a aussi été directeur du Centre d'études canadiennes françaises de l'Université McGill. Il est l'auteur de nombreux ouvrages littéraires, historiques et politiques. Il a de plus occupé les fonctions de président de la Ligue des droits de l'homme, de commissaire à la Commission des droits de la personne du Québec et de président de la Fédération des associations de professeurs des universités du Québec. Il aura 45 ans samedi pro-

chain.

Aux journalistes qui s'étonnent du peu de délai entre la démission de M. Roy au DEVOIR et sa nomination à Paris, on explique au bureau de M. Bourassa qu'il y avait urgence, précisément en raison du Sommet de la mi-février. L'on voulait que le nouveau délégué général soit déjà en poste pour cet événement capital, même s'il n'a pas le temps de présenter au préalable ses lettres de créances à M. Mitterrand. L'on ajoute que ce n'est pas le bureau de M. Mulroney qui a éventé la mèche dès mardi mais plutôt, semble-t-il, le ministère des Affaires extérieures à Ottawa. La France a donné hier son aval à ce choix.

D'autre part, interrogé en conférence de presse, M. Pierre Marc Johnson a également rendu hommage à M. Roy, un homme qui a fait sa marque dans le monde universitaire et journalistique. L'ancien premier ministre est convaincu que M. Roy représentera dignement le Québec.

Rappelant que, depuis quelques années, les relations avec la France ont pris un tournant nettement économique, le chef de l'opposition espère que M. Roy saura maintenir ce cap et l'accentuer.

M. Johnson n'a pas relevé l'allusion d'un journaliste voulant que M. Roy ait été «récompensé» pour avoir appuyé le Parti libéral aux élections du 2 décembre.